



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2020-37
Séance du 14 septembre 2020 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt, le 14 septembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Aldon, Briane, Caizergues, Castellon, Deyrat, Huber, Lenoir, Oudinot, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala
Mmes Berard, Enjalbert, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Gouard pouvoir à Mme Pervent

Absents excusés : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Frédérique Bérard

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 21

Absents : 1

Procurations : 01

Votants : 22

Date de convocation et affichage

08 septembre 2020

Objet : Mise en place du Compte Épargne Temps (CET)

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 7-1,

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2010-531 du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne temps dans la fonction publique,

Vu le décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018 relatif à la conservation des droits à congés acquis au titre d'un compte épargne-temps en cas de mobilité des agents dans la fonction publique,

Vu l'arrêté du 28 novembre 2018 modifiant l'arrêté du 28 août 2009 pris pour l'application du décret n°2002-634 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps,

Vu la circulaire n°10-007135-D du 31 mai 2010 relative à la réforme du compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Considérant l'avis favorable du Comité technique en date du 04 février 2020,

M. le maire donne la parole à M. Sylvain Castellon, délégué aux finances et au personnel qui rappelle à l'assemblée que les personnels territoriaux peuvent demander sous certaines conditions, à bénéficier du report de certains jours de congés dans un Compte Epargne-Temps (CET). Le CET est obligatoire dans les collectivités territoriales et dans leurs établissements publics. La réglementation fixe un cadre général et ouvre notamment la possibilité aux agents de prendre leurs congés acquis au titre du CET, de demander une indemnisation de ceux-ci, ou une prise en compte au titre du Régime de Retraite additionnelle de la Fonction publique (RAFP).

Il appartient toutefois à l'assemblée délibérante, après avis du comité technique, de fixer les modalités d'applications locales : les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne-temps, ainsi que les modalités d'utilisation des droits.

Il est proposé d'autoriser l'indemnisation et le placement en épargne retraite à partir du 16^{ème} jour, les 15 premiers jours ne pouvant être utilisés que sous forme de congés. Les modalités complètes sont présentées dans le règlement intérieur du Compte Epargne Temps en annexe à la présente délibération.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé M. Sylvain Castellon, sur proposition de M. le maire, après discussion et à l'unanimité décide :

- d'approuver la mise en place du Compte Epargne Temps et d'en autoriser la monétisation,
- d'adopter les modalités d'ouverture, d'alimentation, d'utilisation, de transfert et de clôture détaillés dans le règlement intérieur annexé à la présente délibération,
- d'autoriser, sous réserve d'une information préalable du conseil municipal, le maire à signer toutes conventions de transfert du CET,
- de préciser
 - que les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication pour permettre aux agents bénéficiaires de demander l'ouverture de leur compte épargne temps ainsi que l'alimentation de leur compte au 1^{er} janvier 2021 par d'éventuels reliquats de congés acquis pour l'année 2020.
 - que les crédits suffisants seront inscrits au budget

Lavérune le 14 septembre 2020

Roger CAIZERGUES
Maire

